

S'organiser contre le militarisme d'Israël à l'Europe

08.10.2021

Categories: Embargo militaire

L'UE a investi des milliards dans des entreprises d'armement israéliennes afin de militariser davantage son agence frontalière Frontex. Il est essentiel de construire un mouvement antimilitariste mondial.

D'ici la fin de l'année 2020, un total de 82,4 millions de personnes dans le monde auront été déplacées de force de leur domicile, selon le HCR. Le nombre de personnes déplacées de force dans le monde a doublé depuis 1990 et risque d'augmenter considérablement au cours des prochaines décennies en raison d'une convergence de facteurs, notamment les conflits armés et d'autres formes de violence, ainsi que la dégradation du climat, qui aggraveront les pressions migratoires.

Les déplacements s'inscrivent dans le contexte d'un système économique capitaliste dans lequel les profits sont réalisés à la fois par la vente d'armes qui contribuent à provoquer des conflits et des guerres, et par la militarisation des routes et des frontières des migrants. Parallèlement à l'augmentation constante de la valeur du commerce des armes et à la spirale du nombre de personnes déplacées de force, le marché de la sécurité des frontières est en pleine croissance et devrait atteindre 65 à 68 milliards de dollars d'ici 2025. La guerre est très rentable et la guerre contre les migrants l'est de plus en plus aussi.

Les technologies militaires israéliennes, au cœur d'un système de colonialisme, d'apartheid et d'occupation, sont des acteurs majeurs de l'industrie internationale de l'armement. "Testées et éprouvées" sur les Palestiniens, les armes israéliennes sont vendues à des États et à des agences privées dans le monde entier et les entreprises d'armement israéliennes sont désormais des partenaires établis des agences de sécurité aux frontières de l'Union européenne, comme Frontex, soutenant la militarisation des frontières de l'UE.

L'industrie de l'armement israélienne fait partie d'un processus global de militarisation des frontières dans un monde de plus en plus caractérisé par des conflits et un militarisme motivés par le profit, le tout conduisant à de nouveaux déplacements - plus de migration et plus de personnes cherchant refuge. Les luttes pour la liberté de mouvement et contre le militarisme doivent s'efforcer de rendre ces liens clairs afin que nous puissions attaquer ces défis à la racine.

FRONTEX ET LA MILITARISATION DES FRONTIÈRES DE L'UE

Frontex joue un rôle énorme dans la militarisation des frontières européennes, la criminalisation des migrants et la surveillance de leurs mouvements. L'un des principaux objectifs de Frontex est d'identifier les migrants et d'organiser des opérations pour les renvoyer dans leur pays d'origine. L'agence collabore de plus en plus avec des pays tiers, comme la Libye, le Soudan, la Turquie et la Biélorussie, en coordonnant

les efforts de confinement et d'expulsion au-delà des juridictions de l'UE.

En 2020, des groupes humanitaires ont affirmé que l'UE utilisait la surveillance aérienne pour repérer les migrants échoués en Méditerranée et alerter les garde-côtes libyens pour qu'ils interviennent - une mesure qui facilite les refoulements illégaux, tandis que les opérations de sauvetage non gouvernementales sont activement empêchées et criminalisées. Les migrants interceptés sont placés dans des centres de détention arbitraires en Libye, où ils sont victimes de violations des droits humains, notamment de torture, de violences sexuelles et de refus de soins de santé. De même, à la frontière entre la Grèce et la Turquie, les organisations de défense des droits de l'homme ont documenté des refoulements de réfugiés vers la Turquie par les agences officielles de garde-côtes, parmi lesquelles Frontex et les garde-côtes nationaux.

L'expansion de cette agence a été un élément essentiel de la politique de l'UE ces dernières années. Frontex dispose désormais d'un budget de 5,6 milliards d'euros jusqu'en 2027, et prévoit d'engager 10 000 gardes-frontières armés d'ici la fin de cette période. Son budget a connu une croissance vertigineuse de 7 560 % depuis 2005, ses nouvelles ressources étant utilisées pour acheter des équipements tels que des navires, des hélicoptères et des drones. La forteresse Europe, quant à elle, est de plus en plus couverte de murs et de clôtures : depuis la chute du mur de Berlin en 1989, les pays européens ont construit ou commencé à construire 1 200 kilomètres de clôtures, soit une distance équivalente à près de 40 % de la longueur de la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

QU'EST-CE QU'ISRAËL A À VOIR DANS TOUT CELA ?

Dans le cadre de ce processus, les agences de sécurité de l'UE et les États européens achètent des équipements militaires, notamment des armes légères, des drones, des navires et des technologies de cybersécurité, dans le cadre de leurs politiques de sécurité frontalière. C'est également là que l'industrie de l'armement israélienne entre en jeu. Comme le montre la base de données israélienne sur les équipements militaires et de sécurité (DIMSE), les armes israéliennes jouent un rôle important dans la militarisation des frontières de l'UE.

Les armes israéliennes qui ont été achetées, entre autres, par l'Italie, la Grèce et l'Allemagne comprennent des drones, des systèmes radar et des navires de patrouille. Mais les relations militaires et sécuritaires directes entre Israël, l'Union européenne et les agences de sécurité de l'UE sont encore plus intéressantes.

Si l'"aide" américaine aux capacités de sécurité d'Israël, qui s'élève à environ 3,8 milliards de dollars par an, est bien documentée, la collaboration de l'UE avec Israël est souvent négligée par les critiques. En tant qu'État associé à l'UE, Israël entretient des liens économiques et diplomatiques étroits avec l'UE depuis de nombreuses années. Par le biais de fonds de recherche et d'innovation, l'UE a investi des milliards dans des entreprises et organisations israéliennes, notamment des fabricants d'armes comme Elbit, Verint System et Israeli Aerospace Industries (IAI). Parmi les dizaines de projets financés par l'UE depuis 2007, IAI et Elbit auraient décroché des contrats pour développer des drones destinés aux agences de sécurité européennes comme Frontex et l'EMSA (Agence européenne pour la sécurité maritime) afin d'arrêter de manière "autonome" les "migrants illégaux" et les "véhicules non coopératifs".

Après avoir effectué des vols d'essai entre 2018 et 2020, IAI a obtenu un contrat en 2020 pour fournir à Frontex le drone Heron pour les patrouilles maritimes. Comme le rapporte le Times of Malta, l'agence frontalière de l'UE a effectué un premier vol d'essai à Malte au début du mois de mai 2021. Différents rapports de vol ont montré que les drones Heron effectuaient des vols opérationnels à la frontière libyenne en juin 2021.

Le principal problème ici est que les drones sont un moyen efficace d'échapper à l'obligation de l'UE, en

vertu du droit international, de sauver la vie de ceux qui tentent de traverser la Méditerranée - comme ils étaient tenus de le faire lorsqu'ils patrouillaient avec des navires. En outre, dans le cadre du nouvel accord, Frontex continue d'être présente dans la zone depuis les airs afin d'être au courant des différents bateaux de migrants qui quittent les côtes libyennes et de transmettre ces informations aux garde-côtes libyens.

La décision de Frontex de retirer les investissements dans les navires de patrouille maritime et de les détourner vers les drones est une façon de dépenser de l'argent sans avoir la responsabilité de sauver des vies et leur permet d'organiser des refoulements à travers des pays tiers. Au-delà des drones israéliens, l'UE exploite des véhicules aériens européens et teste de nouveaux systèmes robotisés, notamment des drones à courte et longue portée.

Israël est essentiellement un go-to pour les pays qui cherchent à sécuriser et à militariser leurs frontières. Au cours des 20 dernières années, les entreprises, les spécialistes et les généraux de l'armée israélienne sont devenus de plus en plus visibles dans les salons professionnels consacrés à la sécurité des frontières et du territoire. Au cours de cette période, Israël est devenu l'un des dix plus grands exportateurs de défense au monde et un fournisseur et consommateur de premier plan dans le complexe industriel de la sécurité des frontières. L'industrie militaire israélienne fait pression depuis des années pour obtenir une part des dépenses de plusieurs milliards d'euros de l'UE pour la militarisation des frontières.

En février 2021, un groupe de journalistes européens a publié les "Frontex Files", une liste de réunions entre Frontex et divers lobbyistes, parmi lesquels des sociétés de sécurité israéliennes telles que la société Elbit mentionnée ci-dessus, ainsi que Shilat Optronics et Seraphim Optronics, spécialisées dans les technologies de reconnaissance faciale. Une autre entreprise impliquée dans les opérations de Frontex est Israeli Shipyards, qui produit des navires de guerre.

Une autre évolution observée par les chercheurs et les militants internationaux est l'augmentation de l'utilisation des technologies de surveillance pour suivre les mouvements et les données personnelles via les smartphones. Les agences d'immigration de toute l'Europe montrent un nouvel enthousiasme pour les lois et les logiciels qui permettent d'utiliser les données téléphoniques dans les cas d'expulsion. Dans ce contexte également, les cybertechnologies israéliennes sont très demandées, le tristement célèbre fournisseur de logiciels espions, NSO Group, étant utilisé depuis longtemps par les agences de renseignement européennes.

Cellebrite, une autre entreprise israélienne particulièrement problématique, serait impliquée dans de nombreuses violations des droits de l'homme dans le monde entier et compte déjà 7 000 contrats avec des groupes gouvernementaux et privés - dont la police nationale de 25 États membres de l'UE. Privacy International a rapporté que l'entreprise israélienne fait la publicité de ses technologies utilisées pour extraire les données des appareils mobiles vers une nouvelle cible : les autorités qui interrogent les personnes demandant l'asile. En 2017, la technologie de Cellebrite a été exploitée dans une phase de test par l'Office fédéral allemand des migrations et des réfugiés. En 2018, il a été rapporté que la police britannique utilise les technologies d'investigation mobile de Cellebrite pour accéder à l'historique de recherche des suspects et que l'autorité britannique chargée de l'application des lois sur l'immigration a conclu un accord de 45 000 £ avec la firme la même année. Entre 2014 et 2016, Cellebrite a également participé à EVIDENCE (European Informatics Data Exchange Framework for Courts and Evidence), un programme de recherche et développement lucratif de l'UE.

L'AUTRE CÔTÉ DE LA MÉDAILLE

Le revers de la médaille est l'utilisation de ces technologies et de ces armes ici en Palestine-Israël. Israël utilise les technologies militaires et de sécurité pour maintenir son système de colonialisme de peuplement,

d'apartheid et d'occupation. Les violations du droit international et la perpétration de crimes de guerre par Israël lors de ses attaques incessantes contre les Palestiniens de Gaza en mai 2021 sont bien documentées et des recherches sont en cours par des militants antimilitaristes pour savoir quelles armes ont été utilisées lors des attaques sur Gaza afin de suivre les nouveaux développements du complexe militaro-industriel israélien.

Les entreprises de sécurité et militaires israéliennes travaillent en lien direct avec l'armée israélienne, lui fournissant des équipements et des armes pour ses opérations. Cette relation signifie que les opérations militaires à Gaza et en Cisjordanie sont utilisées comme un laboratoire pour les entreprises d'armement israéliennes, où elles peuvent développer, tester et ensuite commercialiser leurs armes comme "éprouvées au combat". Il ne faudra pas longtemps pour que les entreprises israéliennes fassent à nouveau la promotion de leurs nouveaux équipements comme étant "éprouvés au combat", après les dernières attaques sur Gaza - une attaque au cours de laquelle au moins 129 civils palestiniens ont été tués, dont 65 enfants, plus de 1 000 maisons ont été détruites et plus de 1 000 autres gravement endommagées, laissant plus de 8 000 personnes sans domicile.

Pour une industrie de l'armement qui s'est appuyée pendant des années sur la commercialisation de produits "éprouvés au combat", la prochaine bataille n'arrivera jamais assez tôt. Le financement de l'UE pour ces entreprises alimente intrinsèquement la capacité d'Israël à maintenir ses crimes de guerre et ses violations des droits de l'homme et du droit international, rendant l'UE complice de ces violations.

Cela nous ramène au drone Heron, que Frontex utilise actuellement en Méditerranée. Les drones Heron ont une sombre histoire d'utilisation contre les Palestiniens. Déjà après l'opération "Plomb durci" à Gaza fin 2008 et début 2009, une enquête de Human Rights Watch a conclu que des dizaines de civils ont été tués par des missiles lancés par des drones israéliens. Le Heron a également été largement utilisé lors de la dernière grande vague d'attaques de mai 2021.

Le 1er juin, moins de deux semaines après le cessez-le-feu, Israeli Aerospace Industries (IAI) a publié un communiqué de presse détaillant une vente de 2 milliards de dollars de drones Heron. Le communiqué de presse se lit comme suit : "Les drones de la famille Heron sont les plus éminents des drones IAI et ont joué un rôle important et crucial dans la collecte de renseignements lors de l'opération 'Gardien des Murs'." Le PDG d'IAI, Boaz Levy, poursuit : "Ce contrat témoigne de la grande satisfaction de nos clients à l'égard des drones Heron, notamment de leurs performances opérationnelles et techniques".

Les technologies d'Israël, qui participent à un système d'apartheid, de colonialisme et d'occupation, sont testées sur les Palestiniens et sont vendues à des dictateurs du monde entier, sont désormais également utilisées pour empêcher les migrants d'entrer en Europe. Parmi ces milliers de personnes se trouvent bien sûr des réfugiés palestiniens qui ont été immobilisés sur des îles grecques ou repoussés vers la Turquie dans leur tentative de trouver une liberté et une sécurité relatives loin de l'apartheid israélien.

VERS UNE LUTTE ANTIMILITARISTE COMMUNE

Le maintien d'une tradition de coopération internationale entre les mouvements politiques est crucial en ces temps de mondialisation économique et militariste. Les actions de solidarité et les interventions non-violentes - qui sont toutes deux des actes réalisés par des "étrangers" à un conflit en coopération avec les parties au conflit - sont importantes, mais la formation d'une lutte commune contre le militarisme est encore plus significative.

Au cours de ces dernières années, nous avons vu certaines formations de cette lutte commune, dont l'une est la campagne internationale Abolir Frontex. En juin 2021, des actions dans sept pays, dont la Belgique,

l'Allemagne et le Maroc, ont visé l'agence. Ces actions ont donné le coup d'envoi de la campagne internationale appelant à cesser de financer Frontex et le régime meurtrier des frontières européennes et à les abolir. Le réseau voit dans les frontières modernes des constructions coloniales et racistes, institutionnalisées par les politiques frontalières de l'UE.

La campagne Abolir Frontex appelle à l'arrêt de la militarisation des frontières et à la liberté de circulation, de résidence et de subsistance pour tous. De manière cruciale, la campagne s'attaque également aux contributions de l'UE aux raisons qui poussent les gens à se déplacer en premier lieu et à la répression contre les militants de la solidarité en Europe. Le réseau de la campagne est décentralisé et autonome et se compose de groupes, d'organisations et d'individus de l'intérieur et de l'extérieur de l'UE, allant du Sénégal et du Niger à la Grèce et à l'Italie.

Vétérans de la lutte commune internationale contre le militarisme, le réseau War Resisters International est actif depuis maintenant 100 ans, avec plus de 90 groupes affiliés dans 40 pays. Des mouvements internationaux tels que le mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions dirigé par les Palestiniens, Black Lives Matter et Jewish Voice for Peace sont des exemples clés de mouvements antimilitaristes qui continuent à construire des formes d'internationalisme qui transcendent les séparations entre les luttes.

Au niveau local et un peu moins visible, la lutte antimilitariste commune doit passer par l'identification d'une cause commune entre les groupes et les opportunités de construire des coalitions. Dans la lutte antimilitariste israélienne par exemple, une variété de groupes politiques et militants différents collaborent les uns avec les autres. Ici, les groupes anti-occupation coopèrent avec des groupes juifs religieux dans la lutte contre les exportations d'armes israéliennes vers des pays qui violent les droits de l'homme. Les groupes antimilitaristes collaborent avec les groupes de lutte contre le changement climatique dans une lutte commune qui voit le lien entre le colonialisme israélien, l'occupation de la Palestine et la destruction de l'environnement dans la région.

L'un de ces groupes, le groupe féministe et antimilitariste israélien New Profile, établit des parallèles entre la lutte locale pour la démilitarisation de la société israélienne et l'importance d'une lutte commune internationale contre le militarisme, plaçant ainsi un angle féministe intersectionnel sur l'agenda politique. Outre l'activisme local, le travail d'éducation et le soutien aux objecteurs de conscience, New Profile fait partie du WRI, d'Abolish Frontex et d'autres coalitions et groupes internationaux.

LA LUTTE POUR METTRE FIN AU MILITARISME EST NÉCESSAIREMENT MONDIALE

Le militarisme est caractérisé par la hiérarchie, la discipline, l'obéissance, l'ordre, l'agression et l'hypermasculinité et est défini par les normes et les valeurs des structures militaires étatiques traditionnelles. Il ne se limite pas aux forces armées, puisque d'autres institutions reprennent ses valeurs et ses pratiques - qu'il s'agisse de la police ou des agences de sécurité, comme Frontex.

Le militarisme dans le monde continuera à soutenir les structures et les frontières racistes et violentes qui cherchent à maintenir un statu quo colonial et oppressif. Ce n'est pas seulement un "problème" pour les organisations et les mouvements pacifistes, car il est lié à une grande partie de l'oppression et de la violence vécues aujourd'hui dans le monde. Nous devons démilitariser les institutions et les structures qui soutiennent ce statu quo. Cela doit se faire dans le cadre d'une lutte commune internationale radicale où les militants collaborent et apprennent les uns des autres.

La lutte pour la démilitarisation des frontières européennes, par exemple, doit faire partie d'une lutte antimilitariste mondiale qui résiste à des agences comme Frontex mais qui s'attaque aussi au complexe militaro-industriel, comme l'illustre le lien entre Israël et l'UE. Elle doit se pencher sur les structures et les

processus mondiaux et locaux du militarisme et des conflits qui non seulement produisent la technologie nécessaire à la création de frontières, mais qui sont également à l'origine de la nécessité pour les gens de fuir en premier lieu.

Une telle lutte implique de ne pas s'en tenir au seul travail de "solidarité" : les mouvements contre le militarisme doivent promouvoir un ordre social, économique et politique fondamentalement différent. En d'autres termes, ils doivent mettre le capitalisme, le racisme et le patriarcat à l'ordre du jour politique - des questions qui sont souvent évitées par les organisations et les mouvements politiques du Nord parce qu'elles exigent la reconnaissance de nos propres contradictions et privilèges, une remise en question de notre mode de vie et un engagement en faveur de changements concrets.

Si nous aspirons à construire une alternative durable à un monde de militarisme et de violence motivés par le profit, nous devons considérer que cela fait partie du défi plus profond de surmonter le capitalisme mondial et les relations de pouvoir coloniales racistes. Par conséquent, la lutte antimilitariste doit accentuer la relation entre les luttes internationales féministes, antiracistes, anticoloniales, queer, anticapitalistes et antifascistes d'une part et cibler les opposants alliés aux valeurs progressistes et aux droits humains fondamentaux d'autre part.

Texte de Jonathan Hempel, chercheur et activiste israélien qui se concentre sur le militarisme et les exportations d'armes, publié par le magazine [ROAR](#)